



Doc. 1042

14 septembre 1959

Situation dans la zone soviétique d'Allemagne

Rapport¹

Relations avec les pays européens non membres

Rapporteuse: Mme Agnes MAXSEIN, Allemagne

1. 1959 - 11e session - Deuxième partie



A. I. Projet de directive

L'Assemblée,

Ayant pris acte du rapport de la commission des Nations non représentées sur la situation dans la zone soviétique d'Allemagne ([Doc. 1042](#)),

Charge ladite commission de poursuivre l'examen de la situation dans cette région et d'en faire un nouveau rapport à l'Assemblée en temps voulu.

B. II. Exposé des motifs

1.

1. Au cours du cinquième Congrès du S.E.D. (parti socialiste unifié d'Allemagne), qui a eu lieu du 10 au 16 juillet 1958, on a annoncé la mise en oeuvre d'un plan de « socialisation intégrale de la République Démocratique Allemande ». Ce plan, qui devra être exécuté dans un délai relativement court (avant 1965), a d'ores et déjà des incidences considérables dans tous les domaines.

Il en ressort très nettement que la politique du S. E. D. vise, non la réunification de l'Allemagne, mais « la création d'un État [soi-disant] socialiste qui n'aura rien en commun avec la République Fédérale ».

2. La commission des Nations non représentées a examiné quelques aspects de cette politique. Elle vous soumet ci-après un aperçu de la situation existant dans quelques domaines ? ceux de l'économie, des sciences et du droit ? où l'on travaille actuellement sans relâche à la réalisation des objectifs du socialisme intégral, pour passer ensuite à un tableau de la situation des Églises dans la zone soviétique.

Economie

3. De 1950 à 1957, c'est-à-dire pendant la période « d'édification du socialisme », plus de 300 000 familles exerçant une activité indépendante dans les secteurs de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture ont été privées de leurs moyens d'existence. En outre, 150 000 personnes travaillant pour leur propre compte ont, pendant la même période, été privées de leurs moyens d'existence dans les autres secteurs. La « socialisation intégrale » signifie que, d'ici 1965, 1 270 000 personnes exerçant une activité indépendante seront privées de leurs moyens d'existence.

Dans la résolution adoptée au cinquième Congrès du parti, ce processus est qualifié de « conversion progressive » des anciens éléments de production capitalistes en sociétés coopératives. La résolution déclare ensuite : « La suppression d'environ 160 000 emplois indésirables par an d'ici 1965 sera compensée par l'adhésion de toute la population à la cause du socialisme, adhésion qu'il incombe au parti d'assurer. » Ce processus est qualifié de « révolution dans les domaines idéologique et culturel ».

4. Le programme économique arrêté par le S. E. D. au cours de son cinquième Congrès prévoit en outre un accroissement considérable de la production industrielle, dont la valeur devra représenter en 1965 le double de la valeur brute de 1957, soit environ 100 milliards de D. M. Cela implique un taux d'accroissement annuel d'environ 8 ou 9 %, que des prêts soviétiques devront permettre d'atteindre. La « République Démocratique Allemande » s'efforce de développer surtout les industries chimique, mécanique et légère, et d'atteindre un volume de production global qui fera de la « R. D.A. », après l'Union Soviétique, le principal producteur dans ces secteurs pour l'ensemble du bloc oriental à partir de 1965.

Ce programme économique, établi pour les six prochaines années, n'est pas considéré par les experts comme simplement utopique. L'Union Soviétique a accepté d'accorder une aide très importante. L'industrie chimique recevra ainsi pendant les deux années et demie à venir des subventions de l'ordre de 240 millions de D.M. pour lui permettre de se moderniser. Le remboursement des prêts, qui peuvent atteindre des milliards de D.M., se fera seulement à partir de 1962-1963.

Science et culture

5. Il ne fait pas de doute que d'importantes divergences opposent le parti aux intellectuels dans le domaine scientifique et culturel. Ces divergences se sont manifestées d'abord quand le parti a réclamé « l'application des principes socialistes à la recherche ». Par la suite, cette exigence a été quelque peu atténuée : « La recherche scientifique, notamment dans le domaine des sciences naturelles, doit être compatible avec le matérialisme dialectique. »

6. Les médecins avaient été tenus d'interpréter le serment d'Hippocrate dans un sens socialiste. Or, l'immixtion du Gouvernement dans la vie professionnelle et privée des médecins a amené un nombre toujours plus important de ceux-ci à fuir la zone. Le Bureau politique du S. E. D. a annoncé alors que « les services gouvernementaux » avaient « mal interprété » les résolutions du cinquième Congrès du parti. Il est même allé jusqu'à déclarer que l'exercice de la profession médicale et d'activités scientifiques exigeait uniquement des connaissances professionnelles et n'impliquait pas l'acceptation obligatoire du matérialisme dialectique. Cette déclaration s'est révélée nécessaire pour remédier au chaos régnant dans le domaine sanitaire.

Les écoles

7. L'un des principaux problèmes qui se posent au régime de la zone soviétique d'Allemagne est celui de la formation d'une jeunesse socialiste pour préparer la réorientation idéologique de l'ensemble de la population et assurer le triomphe définitif du socialisme dans tous les domaines. La socialisation intégrale des écoles constitue donc le premier objectif.

On ne cesse de souligner que l'encouragement donné aux enfants d'ouvriers et de paysans est insuffisant et l'on considère comme, trop faible la proportion ? 43 % ? qu'ils représentent dans les effectifs des établissements secondaires. Des « commissions de sélection » récemment créées dans les établissements secondaires doivent veiller à ce qu'un nombre plus élevé d'enfants d'ouvriers et de paysans fassent des études. La sélection ne doit pas se faire « uniquement en fonction des notes ».

La formation « polytechnique », l'introduction d'un stage de travail manuel et paramilitaire pour les élèves, doit également contribuer efficacement au développement de la « conscience socialiste ». On compte d'ailleurs remporter un succès sur deux plans : d'une part, on entend exercer une influence politique sur les élèves, et notamment sur les « lycéens réactionnaires »; d'autre part, on veut susciter chez eux un puissant intérêt pour les questions techniques et renforcer ainsi les cadres techniques du pays.

8. L'école secondaire traditionnelle, dont la Deutsche Lehrerzeitung souligne explicitement le « incontestable caractère de classe », devra disparaître. Les réformes draconiennes en matière d'enseignement et d'éducation sont annoncées le plus souvent par des « suggestions » formulées dans Neues Deutschland, organe du parti socialiste unifié. Quant à la réforme scolaire, ce journal réclame l'introduction d'études moyennes obligatoires d'une durée de dix ans, suivies d'un apprentissage et de cours de formation professionnelle ou d'études secondaires pendant deux ans. Ce serait là la réforme fondamentale qui, comme on le déclare officiellement, « doit permettre au Gouvernement de se fonder davantage sur les écoles dans l'application de sa politique ».

Ce sont les maîtres qui posent en l'occurrence le problème le plus délicat, car l'éducation socialiste dépend en fait d'eux. L'expérience montre que la plupart des enseignants rejettent la prédominance du parti et de son idéologie. Le régime croit donc pouvoir garantir le succès futur de sa politique scolaire en confiant l'éducation des enfants à de jeunes travailleurs « qui les élèveront et les éduqueront résolument, dès la première heure de classe, dans un esprit socialiste ».

Les universités

9. En même temps qu'elles réforment l'enseignement secondaire et qu'elles en font un instrument de l'Etat, les autorités s'appliquent vigoureusement à socialiser les universités. A cet égard, on essaie d'éliminer systématiquement l'influence positive des professeurs sur les étudiants, et de renforcer, en revanche, celle de la « classe ouvrière » sur les étudiants et sur les professeurs. Or, les autorités ont présumé à tort que les travailleurs étaient fidèlement attachés au régime. Les événements de Pologne et de Hongrie, ainsi que les lourdes peines de travaux forcés infligées en octobre 1958 à des étudiants et à de jeunes travailleurs d'Allemagne ont prouvé le contraire. Le parti a donc envoyé les étudiants uniquement dans des entreprises dont les effectifs étaient considérés comme sûrs et comme susceptibles de donner aux étudiants l'orientation idéologique voulue.

10. L'étroite « liaison entre la théorie et la pratique » revêt aux yeux des autorités une importance décisive pour l'édification du socialisme. On envisage donc d'introduire une « année pratique préuniversitaire ». A partir de 1960 au plus tard, chaque étudiant travaillera un an dans l'agriculture ou dans une entreprise socialiste pour « s'intégrer à la classe ouvrière et à l'ensemble du processus de production socialiste ». Deux années de service dans les forces armées de la zone soviétique d'Allemagne tiennent lieu de ce stage. Depuis le milieu de 1958, tous les étudiants subissent un entraînement militaire pendant les vacances universitaires. Chaque étudiant est tenu de participer aux stages de 1^{er} « Association pour le sport et la technique » (Gesellschaft für Sport und Technik).

11. Les autorités s'attendent également à voir la réforme universitaire faciliter la réorientation idéologique socialiste. Cette réforme vise à renforcer l'influence du parti dans les universités. Il est vrai qu'aucune refonte officielle de la législation universitaire n'est encore intervenue; mais il suffira d'entériner simplement les mesures prises d'ores et déjà dans les diverses universités.

12. L'atteinte la plus grave à l'indépendance traditionnelle des universités allemandes a été la décision de priver les conseils universitaires de leur autonomie. L'élection du recteur par le conseil n'est ainsi qu'une simple formalité et ne fait que confirmer la nomination faite par le Secrétaire d'Etat aux Affaires Universitaires. La composition des conseils universitaires a été modifiée par l'admission de fonctionnaires du parti. Ceux-ci doivent assurer la prépondérance du parti S. E. D. au sein de ces organismes.

13. L'édification de l'université socialiste doit, comme l'indique un article paru dans Neues Deutschland, être obtenue, non seulement par des réformes institutionnelles, mais aussi par l'application de nouvelles normes éducatives. Selon cet article, c'est partager « une opinion erronée et préjudiciable que de croire que les universités doivent servir d'abord à former des chimistes, des ingénieurs ou des biologistes ; en fait, elles doivent viser en premier lieu à former une personnalité socialiste qui, comme telle, sera ingénieur, chimiste, biologiste ou médecin ». Les nouvelles normes de l'enseignement supérieur impliquent la substitution de conceptions communistes aux conceptions de Humboldt.

Maîtres et savants s'élèvent contre cette dure politique universitaire en protestant parfois ouvertement et en prenant la fuite. Devant cette opposition, le régime a été amené à prendre des mesures d'apaisement. Les éléments non ralliés doivent être gagnés par la persuasion; en revanche, les décisions du parti sont maintenues sans la moindre concession.

Le droit

14. La jurisprudence et les normes juridiques actuelles constituent des obstacles considérables pour la mise en oeuvre du programme de socialisation des dirigeants de la zone soviétique. Au cours de la conférence juridique qui s'est tenue en avril 1958 à Babelsberg, M. Ulbricht a déclaré que le droit existant portait encore très nettement la marque de « l'individualisme bourgeois » et de la double connexité juridique entre l'individu et la société. « Or » ? a-t-il déclaré ? « ce sont en fait les résolutions adoptées par le parti qui forment la base du droit... Le droit est un instrument dans l'exercice du pouvoir par l'Etat socialiste... Le caractère scientifique de notre jurisprudence est déterminé par l'utilité qu'elle revêt pour le développement du socialisme. »

15. La réorganisation du système judiciaire va de pair avec la nomination de nouveaux juges, procureurs et avocats, ainsi qu'avec la réorganisation des études de droit. Depuis le 1er janvier 1959, tous les membres de l'administration judiciaire font l'objet d'enquêtes. Le cas échéant, ils seront remplacés avant 1965. C'est ainsi que, d'ores et déjà, presque tous les juges de formation traditionnelle se trouvent éliminés des tribunaux où ils ont été remplacés par des personnes appartenant à la soi-disant classe ouvrière et paysanne.

La situation des Églises

16. La réalisation du socialisme a progressivement exacerbé l'opposition entre l'Église et l'État. En janvier 1959, Grotewohl a déclaré que la « République Démocratique Allemande » était un État de philosophie athée. Bien entendu, le régime voit dans l'Église l'adversaire idéologique par excellence, le seul qui dispose d'une représentation publique dans les deux parties de l'Allemagne. Les mesures politiques tendent donc fondamentalement à la destruction de l'Église. Leur but est d'abord de provoquer une scission entre les Églises de l'Est et de l'Ouest, afin de mieux contrôler l'Église de l'Est. Alors que la Constitution de la « R. D. A. » garantit à tous les citoyens la liberté de religion et de conscience, le régime communiste cherche en fait à gêner l'Église dans l'exécution de ses fonctions : action spirituelle, charité, enseignement religieux, etc. Pour y parvenir, le régime se trouve dans une position de puissance. Il dispose de tout l'appareil de la propagande et de larges ressources financières, tandis que l'Église ne possède ni moyens de propagande, ni moyens financiers.

Il existe deux maisons d'édition chrétiennes, l'une protestante, l'autre catholique. Tous les ouvrages qui y sont publiés sont soumis à la censure de l'État, appliquée selon le principe que la littérature chrétienne est indésirable et que la doctrine ne mérite pas d'être publiée.

En pratique, la situation est telle que le communisme athée peut exercer sa propagande sans entraves et attaquer de front l'Église et la religion. Par contre, l'Église a les mains liées. Elle ne peut ni faire oeuvre de mission, ni répondre aux attaques calomnieuses de la presse et de la radio.

17. L'année dernière, nous avons parlé de la Jugendweihe qui, selon les représentants officiels de l'État communiste, est un rite d'initiation à une philosophie sans Dieu. Tout d'abord, l'État avait déclaré que la participation à cette cérémonie était facultative. Peu à peu, cependant, il est apparu qu'il s'agissait en réalité d'un moyen de coercition pour amener la jeunesse à adhérer à l'ordre socialiste. Quiconque refuse de participer à la Jugendweihe doit s'attendre à des représailles économiques, renoncer à toute promotion professionnelle, risquer de se voir refuser l'entrée du lycée ou de l'université. La pression exercée sur les jeunes et sur leurs parents a été si forte que le mouvement a remporté un certain succès.

L'Église se trouve dans une situation effroyable. La question essentielle est pour elle de savoir comment le chrétien doit se comporter dans cette situation. Les porte-parole de l'Église protestante sont d'avis que le conflit ne peut se résoudre qu'à partir de principes. Le refus ou l'acceptation ne serait possible que dans des

cas particuliers. De leur côté, les représentants de l'Église catholique déclarent que l'homme ordinaire n'est pas tenu de se conduire en héros. Comme toujours, il s'agit pour l'Église de mettre en lumière le terrible conflit des consciences. L'Église militante est en même temps une Église souffrante.

18. L'Église a été douloureusement frappée dans son activité pastorale. Dans les hôpitaux, les secours spirituels sont pratiquement interrompus. Les ecclésiastiques ne sont admis dans les hôpitaux qu'à certaines heures précises et seulement si un malade demande expressément leur visite. L'expérience montre que ces demandes ne sont pas toujours transmises et que des malades meurent sans le secours de la religion. On peut dire que les secours spirituels sont pratiquement refusés aux malades.

De même que le service des malades, les secours aux indigents sont interdits. C'est ainsi que les foyers protestants et catholiques dans les gares ont totalement disparu.

L'Église a aussi été durement frappée sur le plan de l'enseignement de la religion. Le « décret Lange » du 12 février 1958 visait précisément à supprimer systématiquement l'enseignement religieux dans les écoles. Cet enseignement ne peut plus être donné que dans des « institutions extérieures aux établissements scolaires » et seulement deux heures après l'enseignement normal. Les personnes qui dispensent cet enseignement doivent adopter une attitude positive à l'égard de l'État ouvrier et paysan. C'est le directeur de l'école qui autorise ces personnes à enseigner et qui contrôle en outre l'enseignement, tant dans sa forme que dans son contenu. Ce décret, qui contient aussi d'autres dispositions, vise à détruire totalement l'enseignement religieux. Cependant, du fait de la situation internationale, il n'est pas appliqué partout dans toute sa rigueur.

19. Afin d'intégrer toutes les phases essentielles de la vie individuelle à l'ordre communiste, il a été institué un baptême et des fiançailles socialistes; la naissance, le mariage et la mort font l'objet de cérémonies correspondantes. Les « Principes » reconnaissent le caractère philosophique de ces manifestations ; il y est dit par exemple : « Ces cérémonies ouvrières exaltent l'humanisme socialiste qui est athée et qui ne reconnaît aucun être supérieur à l'humanité travaillant et luttant pour la paix, la démocratie et le socialisme. » Les conseils relatifs aux allocutions pour les mariages contiennent le passage suivant : « Nous croyons au bonheur terrestre; en dehors de la vie, en dehors du monde socialiste, nul ne peut connaître le bonheur. » Et plus loin : « La religion ne protège pas le mariage du fait de l'impuissance des Eglises et de l'inexistence de Dieu. » Il est particulièrement conseillé de célébrer les cérémonies de mariage le dimanche matin parce que l'on considère que c'est le meilleur moyen de faire concurrence aux services chrétiens.

20. Ces exemples des difficultés de la situation religieuse dans la zone d'occupation soviétique ne donnent qu'une faible idée de la dure réalité. Face à cette réalité, les deux Eglises, protestante et catholique, conscientes de ce que les valeurs chrétiennes qui leur sont communes n'ont jamais été si menacées, se soutiennent mutuellement. Elles opposent le rempart le plus solide à la propagande du communisme. Dans leur combat pour la liberté et le droit, elles défendent en même temps les valeurs fondamentales de la démocratie. Ainsi, la lutte religieuse revêt, dans la zone d'occupation soviétique, une importance politique décisive, et la fermeté de l'Église mérite de retenir l'intérêt de tout le monde libre.